STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER
ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 18 novembre 2011

LE GOUVERNEUR CUOMO ECRIT A LA DELEGATION DU CONGRES CONCERNANT LES REPERCUSSIONS DU SUPER COMITE SUR NEW YORK

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a envoyé aujourd'hui un courrier à la délégation du Congrès de New York concernant les répercussions des actes du « Super Comité » sur l'état. La lettre est reproduite ci-dessous.

Aux membres de la Délégation du Congrès de l'Etat de New York :

Comme vous savez, la date limite d'approbation du plan de consensus par la Commission mixte bipartite sur la réduction du déficit (la Commission) est fixée à ce mercredi 23 novembre. Les actes de la Commission, que les membres parviennent ou non à un consensus, auront des incidences directes et significatives sur les finances et l'économie de l'état de New York. Je souhaite par la présente exprimer mes plus profondes préoccupations quant aux possibles effets d'une impasse, qui provoquerait des réductions budgétaires généralisées dans les programmes fédéraux, ou de tout accord ciblant des programmes dont dépendent les New Yorkais et le gouvernement de l'état. Nous ne pouvons permettre que les actes de Washington réduisent à néant les progrès que nous avons effectués ici à New York.

Je reconnais les défis financiers auxquels le Congrès doit faire face en cette période cruciale pour l'histoire de notre pays. L'augmentation des déficits fédéraux et de la dette représente une grave menace pour la viabilité de l'économie de la nation et une réponse doit y être apportée d'une manière bipartite avec un sacrifice partagé par tous les Américains. Redynamiser l'économie américaine et redonner du travail aux Américains constituent les plus grands défis de nos dirigeants.

Depuis mon élection il y a plus de 11 mois, mon administration, en partenariat avec l'Assemblée législative, a réalisé des réformes budgétaires historiques, nous permettant de combler un déficit budgétaire de 10 milliards de dollars sans augmenter les impôts ni emprunter, supprimer les gonflements automatiques des dépenses, qui coûtent des milliards aux New Yorkais, et imposer une nouvelle discipline financière aux gouvernements locaux et d'état. Ces efforts ont engendré une réduction substantielle des déficits.

Cependant, l'économie enregistrant un ralentissement et l'incertitude gagnant les marchés financiers dans le pays et à l'étranger, la situation financière de notre état s'est révélée encore plus désastreuse. Tant que les marchés financiers demeurent frappés, notre regard scrute en permanence les recettes des impôts d'état et les prévisions budgétaires. Plus que jamais, nous

avons besoin de collaborer ensemble pour trouver des manières de stimuler notre économie et redonner du travail aux New Yorkais, et à tous les Américains. Une économie florissante et en croissance est la meilleure façon de générer de nouveaux revenus pour l'état et le gouvernement fédéral.

Je m'adresse à vous aujourd'hui, car les actes de la Commission pourraient priver New York d'une aide fédérale promise de milliards de dollars et porter un coup majeur à l'économie et à la stabilité financière de cet état. Nous traversons des moments difficiles qui exigent de dures décisions. Cependant, le fardeau des suppressions ou réductions des déductions fiscales doit être partagé équitablement entre tous les états et, en votre qualité de Représentants de New York au Congrès, je vous demande de contribuer à réduire au minimum le préjudice potentiel de New York.

Je crains en particulier que certaines propositions aient des effets catastrophiques sur les New Yorkais et notre économie. En particulier, les réductions importantes frappant les remboursements Medicaid, les financements des transports, l'aide à l'agriculture, et d'autres programmes fédéraux pourraient significativement grever le déficit budgétaire de l'état l'année prochaine et au cours des années suivantes. De plus, les propositions pour supprimer les déductions fiscales des impôts locaux et d'état ainsi que celles des intérêts d'emprunts immobiliers pourraient coûter aux New Yorkais des milliers de dollars chaque année, portant un sérieux coup aux familles de l'état tout entier. Ces actes ne permettraient pas seulement d'accumuler de l'argent à même les poches des travailleurs de New York, mais dépouilleraient aussi notre fragile économie.

L'Etat de New York reçoit près de 40 milliards de dollars en fonds fédéraux sur une base annuelle pour les initiatives et programmes vitaux. Ces fonds fédéraux représentent environ 30 pour cent du budget de l'Etat tous fonds confondus, et permettent le soutien d'activités, dont :

- 2,4 milliards de dollars pour les services d'éducation, qui soutiennent en priorité les écoles avec de fortes concentrations d'élèves de milieux défavorisés et handicapés.

- Plus de 25 milliards de dollars pour le programme Medicaid qui fournit des services de soins de santé et des emplois à des millions de New Yorkais.

- Près de 4 milliards de dollars pour la construction liée aux transports et infrastructures en eau potable qui assurent un système efficace et sûr dans tout l'Etat.

- Ces ressources fédérales contribuent au maintien de plus de 670 000 emplois et 32 milliards de dollars de salaires dans tout l'Etat.

La Commission est chargée d'effectuer des réductions de déficit d'au moins 1,2 trilion de dollars sur 10 ans. Ces recommandations auront une incidence dévastatrice potentielle dans de nombreux domaines vitaux.

La perte de l'aide fédérale pour les transports réduirait le niveau des réparations cruciales de nos infrastructures, afaiblissant nos efforts pour réparer un système qui est déjà mis à rude épreuve.

Plus de 7 000 de nos ponts ont plus de 50 ans et près de 6 200 ponts sont dans un état de délabrement. L'Etat de New York se classe au 46ème rang au niveau national pour l'état de la chaussée de son réseau routier. De plus, la perte de ce financement nuirait à la création d'emplois dans l'industrie du bâtiment - qui souffre déjà d'un taux de chômage de 20 pour cent au niveau national.

Les réductions proportionnelles frappant les programmes fédéraux pourraient engendrer une perte de 2,4 milliards de dollars pour le Medicaid de l'Etat et les programmes Medicare. La perte d'un financement à ce niveau aurait pour conséquence indéniable la fermeture des organismes de santé fragiles financièrement, affecterait l'accès du public aux services de santé et déplacerait des milliers d'employés des services de santé.

Dans tout le pays, les dirigeants du gouvernement ont entendu l'appel de faire plus avec moins. Nous avons fait cela à New York et Washington devrait faire de même. Cependant, les réductions frappant les programmes vitaux devraient être effectuées d'une manière qui ne réduise pas à néant les progrès effectués au niveau de l'état ni n'érode les possibilités de reprise d'une économie dynamique. Je pense que certaines propositions qui doivent être examinées par la Commission ont de fortes probabilités d'avoir ces conséquences désastreuses. Nous ne pouvons pas les laisser se produire.

Nous vous remercions pour votre service dévoué à cet Etat et sa population.

Nous vous prions d'agréer l'expression de notre considération distinguée.

Andrew M. Cuomo
Gouverneur

###

French